

## La grogne monte chez les ambulanciers



La grogne monte chez les ambulanciers

La chambre nationale des Services d'ambulances - CNSA - et la fédération nationale de la mobilité sanitaire -FNMS - dénoncent le projet de loi Matras perçu par la profession comme prérogative donnée aux pompiers sur les ambulanciers et attendent le décret d'application de la réforme des transports sanitaires urgents pré-hospitaliers depuis le mois de mars concernant un accord sur l'organisation et les tarifs des gardes ambulancières, signé fin 2020 avec l'Assurance maladie après plus de trois ans de tractations.

Faute d'être entendus, le 12 octobre un mouvement national de grève reconductible a été lancé, très largement suivi dans tout l'hexagone, même si les effets ne sont guère visibles des patients, que les ambulanciers ne souhaitent évidemment pas pénaliser comme le souligne Patrice Bouyer, président du Syndicat départemental des transports sanitaires.

Le syndicat gersois qui regroupe les 23 entreprises du département soutient totalement la démarche des deux entités nationales. Les ambulanciers gersois ne répondent donc plus aux appels du SAMU dans la journée mais assurent les gardes nuit et week end comme convenu avec le SDIS 32 et les services hospitaliers gersois.

### Les demandes des ambulanciers

- l'abandon de la définition a posteriori des carences.
- la sanctuarisation du régulateur ambulancier.
- la parution avant la fin de l'année du décret sur l'Urgence Pré Hospitalière comme indiqué par le ministre de la Santé lors de la Convention Nationale de l'Ambulance et de la Mobilité Sanitaire.
- la suppression du ticket modérateur pour les Transports Sanitaires Urgents Pré-Hospitaliers